



***Le gouvernement fait la sourde oreille :
faisons nous entendre plus fort !***

**⇒ Pour un code du travail qui renforce les droits
des salariés**

Pour le RETRAIT DE LA LOI TRAVAIL

**⇒ Arrêt des suppressions d'emplois et des
restructurations**

**⇒ Pour la sauvegarde de la Fonction Publique et
de nos statuts**

Pour le RETRAIT DE PPCR et RIFSEEP

TOUS EN GREVE LE 28 AVRIL

Dans le privé :

Le scélérat projet de loi El Khomri constitue une attaque inouïe contre le Code du Travail en donnant tous les pouvoirs aux employeurs qui prétendent créer des emplois en imposant la facilitation des licenciements et en faisant travailler davantage les salariés tout en les payant moins. En renversant la hiérarchie des normes, la flexibilité est présentée comme l'unique moteur de la croissance. Les salariés jouissent de trop de droits pour permettre aux patrons de réduire le chômage !

Les droits fondamentaux de tous les salariés sont ainsi remis en cause, faisant de ces derniers de simples pions, juste bons à se taire et accepter. Gattaz, le patron des patrons, ne s'en cache plus, avec le projet El Khomri, il faut aussi se débarrasser des organisations syndicales contestataires.

Dans la Fonction Publique :

Avec la RGPP puis maintenant la MAP, nous devons être mieux payés, plus proches des usagers, avoir des conditions de travail améliorées, dans la transparence et le « dialogue social ». En fait, les traitements ont été bloqués, les emplois massivement supprimés (30.000 en 13 ans à la DGFIP). Ces violentes attaques contre le statut de la Fonction Publique obéissent à la même logique

libérale : moins de règles, moins d'emplois pour des services publics « low-cost ». Privés des moyens nécessaires à l'accomplissement de leurs missions, les agents d'Etat sont la cible du discours anti-fonctionnaire ambiant.

Les fonctionnaires ont de moins en moins de droits. Valls veut passer en force pour appliquer le PPCR (Parcours Professionnel Carrière et Rémunérations), standardisation des règles de gestion inter-fonction publique et interministérielle pour supprimer toujours plus d'emplois et imposer la mobilité forcée. Le RIFSEEP, nivellement par le bas des régimes indemnitaires, poursuit le même but et ouvre la voie à la rémunération « au mérite ».

A la DRFiP des Bouches-du-Rhône:

Pendant que s'annonce le prélèvement à la source, la seconde phase de l'ASR, suppression/restructuration/fusion des services est en cours, c'est la valse macabre des pôles, des fermetures de trésoreries, de transfert des missions, de fusions de SIE, SIP, SPF, CDIF. L'ASR obéit à la même logique libérale de destruction des droits pour toujours plus de flexibilité, c'est à dire de précarité, à l'œuvre dans le projet El Khomri. Les agents sont transférés sans ménagement, sans même savoir où et comment ils s'installeront et en ignorant leurs droits à mutation. Seuls les m2 et les suppressions d'emplois comptent. Dans des services déjà exsangues, les charges de travail ont explosé, les promotions réduites, les agents sont à bout ! Le « dialogue social » n'est plus qu'une simple information, au dernier moment, des décisions prises unilatéralement par la Direction locale dans un mépris intolérable.

IL Y A POURTANT D'AUTRES SOLUTIONS...

Malgré la crise, la production de richesses n'a jamais été aussi importante, mais, au lieu d'être investies dans l'intérêt de tous, elles sont concentrées dans quelques mains (1% des plus riches possèdent davantage que les 99% restants), déposées sur des comptes offshores ou distribuées aux actionnaires. L'affaire des «Panama papers», petite partie de l'iceberg, révèle les mécanismes mis sciemment en œuvre par la finance internationale pour soustraire des milliards d'euros à la collectivité. On parle de déficit pour justifier les efforts réclamés aux travailleurs, mais que représente ce déficit face à l'évasion (légitime ou non) fiscale et les cadeaux faits au patronat ? Les gouvernants s'obstinent dans leurs remèdes inefficaces économiquement et injustes socialement, essayés depuis 30 ans sans réussite, mais pour le MEDEF ce n'est toujours pas assez et ce sont les salariés qui devraient avoir moins de droits, travailler toujours plus et être moins payés!

...TOUS ENSEMBLE: IMPOSONS LES !

